

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 19/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CALCAIRES REGIONAUX SARL

Quartier de la Salle
13320 Bouc-Bel-Air

Références : D-00391-2025/LRAR N°2C 190 213 0515 5
Code AIOT : 000 640 12 52

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement CALCAIRES REGIONAUX SARL implanté Carrière de MORNAS Saint Loup – Montmou 84 550 Mornas. L'inspection a été annoncée le 15/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 20/05/2025 a pour objectif de vérifier les suites de l'inspection 23/09/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALCAIRES REGIONAUX SARL
- Carrière de MORNAS Saint Loup – Montmou 84 550 Mornas
- Code AIOT : 0006 401-252
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Calcaires Régionaux est autorisée par arrêté préfectoral du 15/05/2024 à exploiter une carrière aux lieux dits « Montmou et Derrière Montmou Ouest » sur le territoire de la commune de Mornas dans le département du Vaucluse.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	bornage	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.2	Demande de justificatif	3 mois
2	clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.3 et 13 (AM 22/09/1994)	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.1 et 7.5.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.3 et R.181-46 II	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46 II	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Ravitaillement et entretien	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.4.5	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	plan de surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.2	Demande d'action corrective	2 mois
11	Mesures des concentrations en PM10 au niveau des habitations et carrière	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.6	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Effets sur les eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article 4.6.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
14	surveillance périodique des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article 6.2.5	Demande d'action corrective, demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Accès à la voie publique	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.4	Sans objet
4	Déclaration de mise en service	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.5	Sans objet
5	voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.2.4	Sans objet
13	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article 4.6.3.3	Sans objet
15	Provenance des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 5.1.1	Sans objet
16	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sept points de contrôle notés comme « susceptibles de suites » à l'issue de la visite d'inspection du 23/09/2024 n'ont pas été constatés comme régularisés lors de la visite d'inspection du 20/05/2025 et, ainsi, font l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure, conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement. Cette proposition de mise en demeure porte sur la vétusté de la clôture (chemin rural), les moyens de lutte contre l'incendie, la protection des milieux récepteurs, la modification des conditions d'exploitation, le ravitaillement et entretien, le suivi des eaux souterraines.

Un point de contrôle (étude d'émissions sonore) fait l'objet d'une demande d'action corrective à l'issue de laquelle il est demandé de transmettre le justificatif idoine.

Un point de contrôle relatif au bornage fait l'objet d'une demande de justificatif.

Un point de contrôle relatif au plan de surveillance des poussières fait également l'objet d'une demande d'action corrective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.2
Thème-s : Risques chroniques, bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Constats de la visite d'inspection du 23/09/2024

Par courrier du 28 mai 2024, l'exploitant a informé Monsieur le Préfet de Vaucluse que le bornage est en place suivant le plan référencé 24 741 du 23/06/2016. Il a été réalisé par le géomètre expert « cabinet Grimont ». L'exploitant indique également qu'il n'y a pas de modification du périmètre dans le cadre de la dernière autorisation de renouvellement.

La visite d'inspection du 23/09/2024 a permis de constater, sur la base du plan topographique du 23/06/2016 et par sondage (cf zone inspectée sur l'annexe photographique près du chemin rural n°248), la présence d'une seule borne (identifiée par un piquet jaune).

Ainsi, le rapport DREAL du 21/10/2024 demandait à l'exploitant de procéder au renouvellement du bornage et joindre un reportage photographique dans un délai n'allant pas au-delà de 3 mois. Les justificatifs seront transmis à Monsieur le Préfet de Vaucluse selon le même délai.

Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025

En réponse aux constats de la visite précédente, l'exploitant a produit un reportage photographique démontrant la présence de bornes de la zone inspectée (près du chemin rural n°248). Il a joint également le plan de bornage et de reconnaissance de limites dressé le 01/06/2018.

Demande à formuler à l'exploitant : Afin de justifier du respect de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 15/05/2024, l'exploitant doit produire un reportage photographique pour l'ensemble des bornes délimitant le périmètre d'autorisation de son site.

Type de suites proposées : avec suite

Proposition de suite : demande de justificatif

Proposition de délai : 3 mois

N° 2 : clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.3 et 13 (AM 22/09/1994)

Thème-s : Risques accidentels, clôtures et barrières

Prescription contrôlée :

Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.3 : Afin de prévenir l'accès de tiers aux zones et activités dangereuses présentes dans l'établissement, le périmètre d'autorisation est ceinturé par une clôture efficace ou par tout dispositif équivalent et continu dont le franchissement implique un acte volontaire. Cette clôture est renforcée par la fixation robuste sur celui-ci, à intervalles réguliers, de panneaux avertisseurs de danger et d'accès interdit, tournés vers l'extérieur du périmètre d'autorisation.

Le nombre des parties ouvrantes dans cette clôture est tenu au strict minimum nécessaire aux besoins de l'exploitation des installations et activités réglementées par le présent arrêté ainsi qu'à l'accueil des flux de poids lourds venant sur site.

L'exploitant met en place une signalisation verticale aux points d'entrée dans le périmètre d'autorisation depuis la voie publique. Cette signalisation indique notamment :

l'obligation pour tout arrivant de se soumettre au contrôle par l'exploitant des accès au sein de l'établissement, les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation, les balisages à suivre, la vitesse maximale de déplacement au sein du périmètre

d'autorisation.

Arrêté ministériel du 22/09/1994, article 13 : [...] L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.[...]

Constats de la visite d'inspection du 23/09/2024 : La visite d'inspection du 23/09/2024, un contrôle par sondage de la clôture a été réalisé. Ce contrôle a permis de constater en bordure du chemin rural n°248 :

- une portion de la clôture est affaissée en raison d'une végétation dense. En parcourant au-delà de cette portion, les panneaux sont positionnés à intervalles réguliers. En raison d'une végétation importante, il n'a pas été possible de vérifier la mention sur ces derniers. Pour autant, l'exploitant assure que les panneaux positionnés portant la mention signalant le danger ;
- la zone n'est plus en extraction.

Au niveau de la barrière d'entrée, l'exploitant a positionné une signalisation verticale aux points d'entrée dans le périmètre d'autorisation depuis la voie publique. Elle comprend :

- l'obligation pour tout arrivant de se soumettre au contrôle par l'exploitant des accès au sein de l'établissement,
- la vitesse maximale de déplacement au sein du périmètre d'autorisation.

Toutefois, les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation et les balisages à suivre ne sont pas mentionnés sur le panneau positionné à l'entrée de la carrière.

À côté de la réserve incendie, il est constaté la présence d'un bassin d'eau claire entouré d'une clôture 3 fils en mauvais état (distendue). Sur un piquet de maintien de la clôture, une bouée est accrochée. Aucun panneau signalant les dangers n'est présent.

Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a fait parvenir une photo démontrant l'apposition d'un panneau positionné sur la clôture dans le prolongement de la bouée, les fils de la clôture ont été retendus.

Lors de la visite, l'exploitant indique la mise en place prochaine d'un registre de vérification mensuelle des clôtures et du panneautage du site. Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a communiqué la trame du registre (version électronique) mis en place, comprenant les interventions relatives :

- au contrôle visuel de l'état des clôtures du périmètre autorisé ainsi que de la clôture du bassin de la zone de traitement de matériaux ;
- au contrôle visuel de l'état du chemin d'accès depuis la barrière jusqu'au pont de Pierrelatte ;
- au contrôle visuel de l'état du chemin d'accès depuis le pont du canal de Pierrelatte jusqu'au croisement de la D74.

Par ailleurs, des panneaux sont présents au sein de la carrière, afin de rappeler les règles essentielles de la circulation (vitesse maximale,...).

Ainsi, le rapport DREAL du 21/10/2024 demandait à l'exploitant, dans un délai de 3 mois, de compléter le panneau positionné à l'entrée de la carrière avec la mention des règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation et les balisages à suivre. Les justificatifs seront transmis à Monsieur le Préfet de Vaucluse selon le même délai.

Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025

L'exploitant a présenté en séance, un registre comportant plusieurs onglets portant sur la vérification :

- des clôtures du site
- du chemin d'accès 1
- du chemin d'accès 2
- du contrôle de clôture bassin
- de la piste interne carrière

Chaque onglet porte la date de vérification, les travaux éventuels, la date des interventions, les photos ou vidéos effectuées.

Lors de la visite terrain, il est constaté qu'une portion de la clôture est toujours distendue au niveau en bordure du chemin rural n°248 (cf photographie en annexe).

Le panneau positionné à l'entrée de la carrière avec la mention des règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation et les balisages à suivre est en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au titre de l'article L.171-8 du code de l'environnement, consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai d'un mois, la réfection de la clôture (niveau en bordure du chemin rural n°248), afin d'empêcher les personnes étrangères d'accéder au site.

L'exploitant communiquera selon le même délai à Monsieur Le Préfet de Vaucluse les justificatifs correspondants, dont un reportage photographique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Accès à la voie publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.4

Thème-s : Risques accidentels, Accès à la voie publique

Prescription contrôlée :

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique et conformément au dossier de demande.

Concernant l'entretien de la voirie pour le tronçon allant du pont sur le canal de Pierrelatte jusqu'à l'entrée de la carrière, une convention est établie entre la commune et l'exploitant, afin d'en préciser ses modalités. Par ailleurs, l'exploitant met en œuvre les aménagements routiers nécessaires, afin d'améliorer la sécurisation du chemin de Montmou et du croisement avec le quartier de La Millière, en liaison avec la commune et les riverains (amélioration de la visibilité, mise en place de « cédez le passage », cheminement piétons).

Constats de la visite d'inspection du 23/09/2024

Par courrier du 28 mai 2024, l'exploitant informe Monsieur le Préfet de Vaucluse que l'accès à la voirie publique (tronçon allant du pont sur le canal de Pierrelatte jusqu'à l'entrée de la carrière) est entretenu par la société Calcaires Régionaux.

L'exploitant indique également avoir formulé une demande de rendez-vous à la commune en vue de travailler collégialement avec cette dernière et les riverains sur les aménagements routiers nécessaires, afin d'améliorer la sécurisation du chemin de Montmou et du croisement avec le quartier de La Millière. Au cours de la visite du 23/09/2024, l'exploitant précise qu'il fournira les échanges de courriers électronique avec la commune de Mornas pour attester de ces initiatives.

Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a communiqué un bon de commande N° 4 700 577 122 relatif au débroussaillage de la route d'accès à la carrière. La prestation a été réalisée par l'entreprise « DAMERY ».

Ainsi, le rapport DREAL du 21/10/2024 demandait à l'exploitant dans un délai de 15 jours de transmettre la convention passée avec la commune pour l'entretien de la voirie pour le tronçon allant du pont sur le canal de Pierrelatte jusqu'à l'entrée de la carrière ou, à défaut, les écrits échangés avec la commune à ce sujet, ainsi que les échanges écrits avec la commune de Mornas, en vue d'établir en lien avec celle-ci et les riverains, les aménagements routiers nécessaires afin d'améliorer la sécurisation du chemin de Montmou et du croisement avec le quartier de La Millière.

Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025

L'exploitant précise qu'un comité de suivi de site s'est tenu le 29/04/2025, au cours duquel le sujet des aménagements routiers a été abordé avec la commune et les riverains. Cette réunion va faire l'objet d'un compte rendu en cours de rédaction à la date de l'inspection.

L'exploitant indique que cette réunion a conduit à la définition des aménagements suivants :

- Concernant les aménagements routiers nécessaires à l'amélioration de la sécurisation du chemin de Montmou et du croisement avec le quartier de La Millière, il est prévu la sécurisation d'un chemin piétonnier par la mise en place de potelets en pin pour délimiter un cheminement côté colline sur une longueur de 560 m. Un plan des travaux doit être soumis à la commune (Délai de transmission du plan : juin 2025, délai de réalisation des travaux : courant été 2025) ;
- Concernant l'amélioration de la visibilité des voitures empruntant le chemin de derrière Montmou depuis le chemin de Montmou, il est prévu le terrassement du talus (délai de réalisation des travaux : courant été 2025) ;
- Des aménagements complémentaires au croisement du chemin de Montmou et du quartier de La Millière sont également prévus deux chicanes avec poteaux souples et deux miroirs. Un plan des travaux doit être soumis à la commune (délai de transmission du plan : juin 2025, délai de réalisation : octobre 2025)

L'exploitant précise qu'un nouveau comité de suivi est à organiser au dernier trimestre 2025, une fois que les aménagements du chemin de Montmou seront réalisés.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté le courrier adressé à Madame le Maire de Mornas en date du 18/12/2024 quant à la mise en place des aménagements préliminaires, à travers lequel il demande un rendez-vous fin de discuter des travaux d'aménagements et la tenue d'un comité de suivi de site. À ce stade, l'exploitant n'a toutefois pas encore établi de convention avec la commune pour l'entretien de la voirie pour le tronçon allant du pont sur le canal de Pierrelatte jusqu'à l'entrée de la carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection prend acte des discussions engagées avec la commune et les riverains, en vue de l'amélioration de la sécurisation du chemin de Montmou et du croisement avec le quartier de La Millière. La bonne réalisation des travaux sera abordée lors du prochain comité de suivi au dernier trimestre 2025.

Il est également rappelé qu'il convient de poursuivre les échanges avec la commune afin d'établir la convention pour l'entretien de la voirie pour le tronçon allant du pont sur le canal de Pierrelatte jusqu'à l'entrée de la carrière.

Type de suites proposées : sans suites

N° 4 : Déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.5

Thème-s : Risques chroniques, Déclaration de mise en service

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit, avant le début de l'exploitation, mettre en place les aménagements préliminaires définis au présent chapitre. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation.

Constats de la visite d'inspection du 23/09/2024

Par courrier du 28 mai 2024, l'exploitant a informé Monsieur le Préfet de Vaucluse de la mise en place des aménagements préliminaires.

La visite d'inspection du 23/09/2024 a permis de constater que l'exploitant n'a pas notifié au maire de Mornas la mise en place des aménagements préliminaires.

Ainsi, le rapport DREAL du 21/10/2024 demandait à l'exploitant, au plus dans un délai de 4 mois, procéder à la notification des aménagements préliminaires de son installation au maire de Mornas.

Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025

L'exploitant a présenté la notification en date du 18/12/2024 adressée au maire de Mornas et relative à la mise en place des aménagements préliminaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.2.4

Thème-s : Risques chroniques, voies de circulation

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les pistes fixes, définies en accord avec l'inspection des installations classées, sont revêtues d'un enrobé bitumineux ou équivalent, propre à limiter les envols de poussières. Elles sont équipées d'un système d'arrosage fixe et sont nettoyées très régulièrement (raclage, aspiration, balayage, arrosage fixe...), les boues résultantes sont dirigées vers les fossés latéraux ;
- les zones de roulage non revêtues d'un enrobé bitumineux (voies de circulation, carreau de la carrière) sont humidifiées autant que nécessaire au moyen d'une arroseuse mobile, notamment lors d'épisodes venteux ;[...]
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des

<p>véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;</p> <ul style="list-style-type: none"> les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
<p>Constats de a visite d'inspection du 23/09/2024</p> <p>La visite du 23/09/2024 (temps légèrement brumeux le matin et ensoleillé l'après-midi, sol humide) a permis de constater que le site est équipé de 5 asperseurs au niveau des pistes de circulation, de la bascule et du portail d'entrée pour limiter les envols de poussières. Par ailleurs, par courriel du 16/10/2024, l'exploitant a transmis une photo de l'arroseuse mobile disponible pour le site.</p> <p>Au niveau de la bascule et au début de la piste principale qui mène à l'extraction en cours, il est constaté un panneau rappelant la limitation de vitesse. Les pistes de circulation et les aires de manœuvre des engins sont arrosées, ainsi que les stocks de matériaux comportant des fractions fines si besoin, en période sèche au moyen d'asperseurs.</p> <p>L'exploitant a précisé la mise en place d'une rampe d'aspersion pour fin 2024. Cette rampe servira à arroser le chargement des camions et limiter les envols de poussières lors du transport des matériaux. Par courriel du 16/10/2024, l'exploitant a transmis le bon de commande N°4 500 625 023 relatif à la mise en place de la rampe d'arrosage.</p> <p>Au sein du site, la vitesse des véhicules est réglementée par un panneau adapté.</p> <p>Ainsi, le rapport DREAL du 21/10/2024 demandait à l'exploitant de justifier à Monsieur le Préfet de Vaucluse d'ici le 31/12/2024 de l'installation de la rampe d'aspersion.</p> <p>Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025</p> <p>La visite du 20/05/2025 a permis de constater la présence de la rampe d'aspersion au niveau du pont de bascule.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.1 et 7.5.2
Thème-s : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 7.5.1 :</u> [...]Concernant le tronçon de la piste DFCI précitée, situé au sein du périmètre autorisé de la carrière, l'exploitant doit [...]produire un plan de récolement de l'ouvrage dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté [...]</p> <p><u>Article 7.5.2 :</u> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local; d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées [...] d'un point d'eau naturel ou artificiel (PENA) type réserve incendie offrant une capacité de 120 m³ minimum. Son emplacement exact devra être vu en accord avec le bureau

prévention de la compagnie d'Orange. Son implantation devra se situer à moins de 100 m en parcours réel des installations de stockage d'hydrocarbures / hangar hors flux thermique. Elle est maintenue en eau et accessible en tout temps. L'installation est conforme aux annexes du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI).

L'exploitant doit :

- Mettre à jour le plan du site facilitant l'intervention du Service d'Incendie et de Secours (et les consignes de sécurité) et les afficher durablement.
- informer le bureau prévision de la compagnie de la commune d'Orange lors des travaux de mise en place des points d'eau incendie (PEI) ;
- signaler au service public (inter)communal de DECI, l'achèvement des travaux relatifs à l'implantation ou l'amélioration de la DECI, afin de réaliser une visite de réception obligatoire en présence des sapeurs-pompiers et enregistrer le (les) nouveau(x) PEI dans la base de données départementale de la DECI.
- S'assurer que la piste DFCI temporaire, située à l'Est du site a été rétablie, dans son modelé d'origine et remplit les critères nécessaires pour l'accès par les services de secours
- De l'existence d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- L'installation un dispositif de coupure générale électrique sur le site afin de garantir la mise en sécurité des locaux et installations ;

Constats de la visite d'inspection du 23/09/2024

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant dispose d'équipement téléphoniques pour contacter les secours (1 téléphone portable attribué au site et positionné au niveau du local de la bascule et un téléphone fixe).

Le plan des locaux en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours associé à une description des dangers pour chaque local n'est pas réalisé.

Le site est pourvu d'extincteurs en particulier dans le hangar où sont stockés des produits inflammables (huiles...). La dernière intervention de l'entreprise « Chubb » chargée de leur contrôle date du 08/08/2023 (intervention N° 18 749 032). Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a communiqué un bon de commande avec un prestataire chargé de procéder à la vérification des extincteurs de l'ensemble du site.

Dans le cadre de l'instruction du dossier de renouvellement de l'autorisation d'exploiter du site, l'exploitant précise dans sa réponse transmise le 28/08/2023 la mise en place de la réserve incendie d'une capacité de 120 m3. Le 23/09/2024, il a été constaté la présence de cette réserve au droit du site (cf annexe photographique) Cependant, le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas encore pris attache avec les services d'incendie et de secours pour la réception de la réserve en eau.

Concernant la piste DFCI temporaire, située à l'est du site, elle a été rétablie, dans son modelé d'origine et remplit les critères nécessaires pour l'accès par les services de secours (un reportage photographique représentant la piste DFCI nouvellement créé est inséré dans le dossier de demande de renouvellement d'autorisation). Il indique également que les services de la DDT, du SMDVF et de la commune ont validé les plans de la piste au préalable et ont été informés de sa

réalisation par courriel du 14/06/2023. Toutefois, aucun plan de récolement de l'ouvrage n'a été transmis à l'administration dans les 3 mois suivant la notification de l'arrêté du 15/05/2024.

Il existe une réserve de produit absorbant incombustible en quantité, adaptée au risque positionné dans le hangar, accessible. Le produit est maintenu à l'intérieur d'une protection plastique.

Un dispositif de coupure générale électrique est présent sur le site afin de garantir la mise en sécurité des locaux et installations.

Ainsi, le rapport DREAL du 21/10/2024 demandait à l'exploitant de transmettre à Monsieur le Préfet de Vaucluse dans un délai de trois mois :

-le plan du site permettant de faciliter l'intervention du Service d'Incendie et de Secours (et les consignes de sécurité) et les afficher durablement. Une description des dangers sera réalisée pour chaque local ;

- l'emplacement exact de la PENA d'une contenance de 120 m³ devra être vu en accord avec le bureau prévention de la compagnie d'Orange. Transmettre de procès-verbal de réception du PEI par le SDIS ;

-le justificatif de la visite du prestataire chargé de la vérification des extincteurs du site ;

- le plan de récolement du tronçon de la piste DFCI, situé au sein du périmètre autorisé de la carrière.

Constats de la visite du 20/05/2025

Il est constaté la présence du plan du site à l'entrée principale ainsi que les consignes de sécurité générales. Cependant la description des dangers pour chaque local n'est pas effectuée.

L'exploitant a produit un courriel en date du 14/05/2025 à l'attention du SDIS afin de convenir d'un rendez-vous pour détailler les équipements et dispositions en vue d'assurer la lutte contre l'incendie (emplacement exact de la PENA d'une contenance de 120 m³ notamment) et, à l'issue de cette visite du SDIS, obtenir un procès-verbal de réception du PEI.

Le justificatif de la visite du prestataire chargé de la vérification des extincteurs du site a été communiqué. (rapport d'intervention du prestataire N° 20 176 010 du 24/10/2024).

Le plan de récolement du tronçon de la piste DFCI, situé au sein du périmètre autorisé de la carrière n'a pas été réalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai de 2 mois:

- d'établir un plan comportant la description des dangers pour chaque local;
- d'établir le plan de récolement du tronçon de la piste DFCI, situé au sein du périmètre autorisé de la carrière.
- de transmettre le procès-verbal de réception du PEI par le SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.3 et R.181-46 II
Thème-s : Risques chroniques, Protection des milieux récepteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 7.5.3:</u> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du volume des matières stockées ; • du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; • du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; • du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées à l'article 4.5.3 du présent arrêté.</p> <p><u>Article R.181-46 II:</u></p> <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation [...]</p>

Constats de la visite d'inspection du 23/09/2024

Les eaux pluviales sont drainées vers les deux bassins, situés au Nord-Ouest et s'infiltrant progressivement dans le substratum sableux. Aucun rejet dans les eaux superficielles n'est réalisé. Le lavage des matériaux s'effectue au travers d'une succession de bassin de décantation : les eaux chargées sont recyclées et réutilisées. Les eaux claires se situent au niveau du dernier bassin et réutilisées dans le process en circuit fermé.

Les bassins d'orage sont susceptibles de récolter par ruissellement les eaux d'extinction suite à un incendie.

L'exploitant prévoit la mise en place d'un nouveau bassin de rétention, associé à une vanne martellière en amont du bassin d'orage situé près de la zone de matériaux. Cet ouvrage permettra d'isoler les eaux résultant d'un incendie via un canal d'aménagé.

Ainsi, le rapport DREAL du 21/10/2024 à l'exploitant dans un délai de deux mois, porter à la connaissance de Monsieur le Préfet de Vaucluse les caractéristiques du bassin de confinement des eaux d'extinction, en prenant en compte les exigences de l'article 7.5.3 de l'arrêté du 15/05/2024. Les travaux devront être réalisés au plus sous 4 mois à compter de la réception du présent rapport.

L'exploitant tiendra en compte de la localisation de la réserve d'eau d'une contenance de 120 m³ implantée à proximité du bassin d'orage et de la zone de stockage des matériaux pour ne pas gêner les engins de secours (aire de retournement) en cas d'intervention.

Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025

L'exploitant n'a pas porté à la connaissance de Monsieur le Préfet de Vaucluse les caractéristiques du bassin de confinement des eaux d'extinction, en prenant en compte les exigences de l'article 7.5.3 de l'arrêté du 15/05/2024 dans le délai prévu.

Lors de la visite de site, il a été constaté que des travaux le long des 3 bassins ont été réalisés. Il s'agit de la création d'un canal d'aménagé et la présence d'une vanne martellière à niveau du dernier bassin de décantation. L'exploitant indique désormais ne plus réaliser le lavage des matériaux dans son process.

Le dernier bassin de décantation destiné initialement à réceptionner les eaux claires servirait à recevoir les eaux d'extinction résultant d'un éventuel incendie. Il indique qu'il va procéder à la mise en place d'une couche d'argile pour assurer l'étanchéité dudit bassin.

L'exploitant n'a pas procédé au calcul permettant la somme :

- du volume des matières stockées ;
- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'épaisseur et de la perméabilité de la couche d'argile à poser afin d'assurer une réelle étanchéité.

Cette substitution du dernier bassin destinés à recevoir les eaux claires en bassin récepteur des eaux d'extinction d'incendie permettrait selon l'exploitant de ne pas gêner les engins de secours

(aire de retournement) en cas d'intervention.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection prend acte de l'arrêt définitif de l'activité de lavage des sables.</p> <p>Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai de 2 mois, de porter à la connaissance de Monsieur le Préfet de Vaucluse :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'arrêt définitif de l'activité de lavage des sables ; • les caractéristiques du bassin de confinement des eaux d'extinction, en prenant en compte les exigences de l'article 7.5.3 de l'arrêté du 15/05/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46 II
Thème-s : Risques chroniques, Modification des conditions d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation [...]</p>
<p>Constats de la visite d'inspection du 23/09/2024</p> <p>La visite d'inspection du 23/09/2024 a permis de constater que l'exploitant n'utilise plus le forage localisé près de la bascule en raison du mauvais état de celui-ci. L'entreprise « Huguet » est intervenue pour créer un nouveau forage à quelques mètres du précédent. La fin des travaux est prévue pour la fin d'année 2024. L'exploitant indique que le prélèvement a lieu dans la même nappe d'eau souterraine. Cette modification n'a pas été portée à la connaissance du Préfet préalablement à sa réalisation.</p> <p>Ainsi, le rapport DREAL du 21/10/2024 demandait à l'exploitant, sous 2 mois, de porter à la connaissance de Monsieur Le Préfet la modification relative au forage, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (incidences sur l'environnement, caractéristiques du forage, profondeur, identification de la nappe,...).</p> <p>Le précédent forage doit être condamné dans les règles de l'art : l'exploitant prendra attache avec une entreprise spécialisée et transmettra à Monsieur le Préfet les justificatifs correspondants dans le même délai.</p> <p>Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025</p> <p>L'exploitant précise que le nouveau forage n'est pas encore opérationnel. Dans l'attente, il utilise l'ancien forage.</p>

L'exploitant n'a toujours pas porté à la connaissance de Monsieur Le Préfet la modification relative au forage, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (incidences sur l'environnement, caractéristiques du forage, profondeur, identification de la nappe....).

Aucun planning n'a été produit afin de connaître la fermeture du forage actuel qui doit être condamné dans les règles de l'art.

Par courriel du 18/06/2025, l'exploitant a apporté les précisions suivantes :

- Les matériaux ne sont plus lavés in situ, de ce fait l'ancien forage est aujourd'hui en adéquation avec les besoins des installations ;
- toutefois, le nouveau forage sera mis en service et une régularisation administrative de ce dernier adviendra. Dès lors, l'ancien forage sera condamné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai de deux mois, de porter à la connaissance de Monsieur Le Préfet la modification relative au forage, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (incidences sur l'environnement, caractéristiques du forage, profondeur, identification de la nappe....). En outre, le dossier devra comprendre une analyse de conformité vis à vis des dispositions de l'arrêté ministériel du 11/09/2003, fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Le précédent forage doit être condamné dans les règles de l'art, conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11/09/2003 : l'exploitant prendra attache avec une entreprise spécialisée et transmettra à Monsieur le Préfet les justificatifs correspondants dans le même délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Ravitaillement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.4.5

Thème-s : Risques chroniques, Ravitaillement et entretien

Prescription contrôlée :

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un séparateur d'hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. [...]

Constats de la visite du 23/09/2024

Le ravitaillement des engins s'opère sur une dalle étanche reliée à un décanteur déshuileur. L'effluent traité par le décanteur déshuileur rejoint le bassin situé à proximité du hangar.

Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a transmis le bordereau N° BSD-20230502-NNGH71GM8 (S051-E0016142) en date du 03/05/2023 (code déchet 130507*) relatif au curage du décanteur/déshuileur. L'exploitant a également produit à la même date le bon de commande relatif au pompage du séparateur d'hydrocarbure.

Toutefois, il n'a pas été constaté la présence d'un caniveau entourant l'aire étanche, permettant de limiter le volume d'effluents traité par le séparateur aux eaux potentiellement polluées, issues de l'aire de ravitaillement.

Ainsi, le rapport DREAL du 21/10/2024 demandait à l'exploitant de procéder à la création du caniveau, entourant l'aire étanche, sous un délai de 3 mois.

Constats de la visite du 20/05/2025

L'exploitant n'a pas procédé à la réalisation du caniveau entourant l'aire étanche.

Il explique que l'aire est construite en pointe de diamant. Sur le côté du regard, il est constaté la présence d'une rigole, à l'extrémité de celle-ci est positionné le regard.

Le regard placé à l'extrémité de cette aire est relié à un séparateur d'hydrocarbures permettant la récupération des eaux ou des liquides résiduels.

Toutefois, l'absence de caniveau en périphérie (ou d'un dispositif équivalent) ne permet pas de limiter le volume d'effluents traité par le séparateur aux eaux potentiellement polluées, issues de l'aire de ravitaillement. Ainsi, il existe un risque de saturation et débordement du dispositif de traitement des eaux potentiellement polluées en cas de fort orage.

Par courriel du 22/05/25, il a communiqué deux bordereaux (code déchet 130507*) relatif au curage du décanteur/déshuileur.

- BSD-20240930-7X94CR7X7 (S051-E0019272) en date du 30/09/2024

- BSD-20250429-P9M7416VA (2025-0446) en date du 30/04/2025

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai de trois mois, la création du caniveau (ou d'un dispositif équivalent), entourant l'aire étanche. Les justificatifs relatifs aux travaux seront communiqués à Monsieur Le Préfet dans le même délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : plan de surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.2

Thème-s : Risques chroniques, plan de surveillance des retombées de poussières

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées.

L'emplacement des stations de mesures défini dans un plan de surveillance, tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Le plan de surveillance comprend des stations de mesures de types (a), (b) et (c) conformément à l'article 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé. En particulier, un suivi des retombées de poussières dans l'environnement au niveau des habitations les plus proches est mis en place.

Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant justifie la représentativité des données corrigées fournies en lieu et place de celles qu'il aurait obtenues par une station météorologique implantée sur le site.

Constats de la visite d'inspection du 23/09/2024

Le 23/09/2024 l'exploitant indique qu'il va prendre attache auprès d'un prestataire compétent afin d'effectuer la mise en place d'un plan de surveillance des retombées de poussières par la méthode des jauges.

Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a transmis un bon de commande N° 4 500 614 749 (prestataire PRONETEC) relatif à la détermination des retombées de poussières sur le site exploité (méthode des jauges, relevés d'un mois tous les trimestres pour 5 stations). Il a également communiqué l'emplacement des stations de mesures de types (a), (b) et (c) ainsi qu'au niveau des habitations les plus proches permettant un suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Un point permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.

Toutefois, l'exploitant ne précise pas s'il prévoit un enregistrement en continu de la vitesse et la direction du vent ou, à défaut, s'il utilisera les données de la station météorologique la plus proche.

Ainsi, le rapport DREAL du 21/10/2024 demandait à l'exploitant de compléter son plan de surveillance, afin de connaître les modalités de suivi de la vitesse et de la direction du vent. Il transmettra à Monsieur Le Préfet le plan de surveillance complété dans un délai de 15 jours.

Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025

L'exploitant a communiqué par courriel du 22/05/2025, un fichier dans lequel le plan de surveillance des retombées de poussières est intégré.

Il prévoit d'utiliser la station météorologique la plus proche à savoir : la station météo France d'Orange dans le département de Vaucluse. Le plan comprend en particulier l'enregistrement par date, heure, pluviométrie, température, direction, force.

Toutefois, l'exploitant ne justifie pas la représentativité des données fournies en lieu et place de celles qu'il aurait obtenues par une station météorologique implantée sur le site.

Le suivi par les jauges et l'enregistrement des données météo ont été effectués du 04/02/2025 au 06/03/2025

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 2 mois, justifier la représentativité des données fournies par la station d'Orange en lieu et place de celles qu'il aurait obtenues par une station météorologique implantée sur le site.

Type de suites proposées : avec suite

Propositions de suite : action corrective

Proposition de délai : 2 mois

N° 11 : mesures des concentrations en PM10 au niveau des habitations et carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.6
Thème-s : Risques chroniques, mesures des concentrations en PM10 au niveau des habitations et carrière
Prescription contrôlée : Afin de contrôler l'efficacité des mesures d'abattement de poussières mises en place, l'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité des mesures des concentrations en poussières fines « PM10 » au droit des habitations les plus proches. Ces mesures de particules fines sont réalisées dans les six mois suivants la mise en service de l'installation : <ul style="list-style-type: none">• lorsque les conditions météorologiques sont favorables aux émissions de poussières (temps sec et jour avec vent dominant) ;• lors des activités de la carrière émettrices de poussières (décapage, extraction à sec, circulation externe et interne...). Une mesure devra être réalisée sur un point non exposé pour pouvoir comparer avec la valeur du bruit de fond. L'exploitant veille à ne pas faire de mesures au niveau de points sous l'influence d'autres émetteurs importants de poussières. La valeur mesurée est comparée soit à la valeur limite réglementaire pour les PM10 en France (40 µg /m ³), soit à la valeur guide sanitaire de l'OMS (15 µg/m ³ en moyenne annuelle). Dans le cas où ces valeurs ne seraient pas respectées, des mesures complémentaires devront être proposées par l'exploitant. Le résultat de cette campagne sont transmis à l'agence régionale de santé et à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation, accompagnées du descriptif des mesures complémentaires d'abattement des poussières éventuellement nécessaires. Le bilan de ces campagnes de mesures et leur interprétation est transmis à l'inspection des installations classées et à l'ARS.
Constats de la visite d'inspection du 23/09/2024 La visite d'inspection du 23/09/2024 a permis de constater que l'exploitant n'a pas encore procédé à la réalisation des mesures de concentrations en poussières fines « PM10 » au droit des habitations les plus proches. L'exploitant indique qu'il va prendre attache avec un prestataire afin de procéder aux mesures attendues. Ainsi, le rapport DREAL du 21/10/2024 rappelait que l'exploitant est tenu de réaliser les mesures des concentrations en poussières dans les 6 mois suivants la mise en service de l'installation. Il convient donc que la société Calcaires Régionaux engage dans les meilleurs délais les démarches auprès d'organismes accrédités à cet effet. En outre, il est demandé à l'exploitant de communiquer à Monsieur le Préfet de Vaucluse le bon de commande de l'organisme accrédité retenu, dans un délai n'allant pas au-delà de 1 mois. Le protocole de mesure, défini en accord avec l'organisme, pourra être transmis à l'inspection des installations classées et à l'ARS au besoin, préalablement à la réalisation de la campagne de mesures.
Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025 La visite d'inspection du 20/05/2025 a permis de constater que l'exploitant a transmis un fichier relatif aux mesures de retombées de poussières par jauges OWEN. Cependant, l'exploitant n'a pas encore procédé à la réalisation des mesures de concentrations en poussières fines « PM10 ».

Par courriel du 18/06/2025, l'exploitant mentionne avoir pris attache auprès d'un bureau d'études spécialisé. Aucun devis n'est à ce stade communiqué à l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai de deux mois de procéder à des mesures des concentrations en poussières fines « PM10 » au droit des habitations les plus proches dans le respect de l'article 3.3.6 de l'arrêté préfectoral du 15/05/2024.
Type de suites proposées : Avec suite
Propositions de suite : mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 2 mois

N° 12 : Effets sur les eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article 4.6.3.1
Thème-s : Risques chroniques, Effets sur les eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué a minima de un piézomètre et d'un forage. La localisation des ouvrages est précisée sur un plan. Ce plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'avis et les recommandations de l'hydrogéologue sont remis à l'inspection des installations classées accompagnés des propositions de l'exploitant.
Constats de la visite d'inspection du 23/09/2024 La visite d'inspection du 23/09/2024 a permis de constater que l'exploitant n'utilise plus le forage (PZ2) localisé près de la bascule en raison du mauvais état de celui-ci. L'entreprise « Huguet » est intervenue pour créer un nouveau forage à quelques mètres du précédent, dont la présence a pu être constatée lors de la visite d'inspection du 23/09/2024. La fin des travaux est prévue pour la fin d'année 2024. L'exploitant indique que le prélèvement a lieu dans la même nappe d'eau souterraine. Cette modification n'a pas été portée à la connaissance du Préfet préalablement à sa réalisation (cf PDC N°11 : Modification des conditions d'exploitation du rapport d'inspection relatif aux dispositions constructives). Ainsi, le rapport de la DREAL du 21/10/2024 demandait à l'exploitant : Outre les éléments demandés au PdC n°11 du rapport d'inspection relatif aux dispositions constructives, il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 2 mois, de procéder à la réactualisation du plan du site incluant le nouveau forage. Il transmettra à Monsieur le Préfet de Vaucluse le plan dans le même délai.
Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025 L'achèvement des travaux du nouveau forage est en cours, l'exploitant utilise l'ancien forage. Il n'a pas procédé à la réactualisation du plan du site incluant le nouveau forage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai de 2 mois, de procéder à la réactualisation du plan du site incluant le nouveau forage. Il transmettra à Monsieur le Préfet de Vaucluse le plan dans le même délai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article 4.6.3.3																																
Thème-s : Risques chroniques, Programme de surveillance																																
Prescription contrôlée : En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les trimestres. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres et fréquences suivants :																																
<table><tr><th>Paramètres</th><th>Fréquence</th><th>Méthodes de référence</th></tr><tr><td>Niveau piézométrique</td><td>Trimestriel</td><td></td></tr><tr><td>Température</td><td>Trimestriel</td><td></td></tr><tr><td>pH</td><td>Trimestriel</td><td>NF T 90008</td></tr><tr><td>Conductivité</td><td>Trimestriel</td><td></td></tr><tr><td>Hydrocarbures (HCT)</td><td>Trimestriel</td><td>NF EN ISO 9377-2 + NF EN ISO 11423-1 (à remplacer par la norme XP T 90124 dès sa parution) ou NF M 07-203</td></tr><tr><td>Métaux totaux</td><td>Trimestriel</td><td></td></tr><tr><td>Matières en suspensions totales (MEST)</td><td>Trimestriel</td><td>NF EN 872</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>Trimestriel</td><td></td></tr><tr><td>Demande chimique en oxygène (DCO)</td><td>Trimestriel</td><td>NF T 90101 ou ISO 15705 (utilisable si la concentration est inférieure à 30 mg/l)</td></tr></table>	Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence	Niveau piézométrique	Trimestriel		Température	Trimestriel		pH	Trimestriel	NF T 90008	Conductivité	Trimestriel		Hydrocarbures (HCT)	Trimestriel	NF EN ISO 9377-2 + NF EN ISO 11423-1 (à remplacer par la norme XP T 90124 dès sa parution) ou NF M 07-203	Métaux totaux	Trimestriel		Matières en suspensions totales (MEST)	Trimestriel	NF EN 872	DBO5	Trimestriel		Demande chimique en oxygène (DCO)	Trimestriel	NF T 90101 ou ISO 15705 (utilisable si la concentration est inférieure à 30 mg/l)		
Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence																														
Niveau piézométrique	Trimestriel																															
Température	Trimestriel																															
pH	Trimestriel	NF T 90008																														
Conductivité	Trimestriel																															
Hydrocarbures (HCT)	Trimestriel	NF EN ISO 9377-2 + NF EN ISO 11423-1 (à remplacer par la norme XP T 90124 dès sa parution) ou NF M 07-203																														
Métaux totaux	Trimestriel																															
Matières en suspensions totales (MEST)	Trimestriel	NF EN 872																														
DBO5	Trimestriel																															
Demande chimique en oxygène (DCO)	Trimestriel	NF T 90101 ou ISO 15705 (utilisable si la concentration est inférieure à 30 mg/l)																														
Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...). Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.																																
Constats de la visite d'inspection du 23/09/2024 La visite d'inspection du 23/09/2024 a permis de constater que l'exploitant n'a pas procédé à la réalisation des analyses des eaux souterraines. Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a fourni un bon de commande N° 4 500 610 371 auprès de l'entreprise « AUREAS ». Il est prévu d'effectuer des prélèvements, des mesures du niveau d'eau souterraines et des analyses portant sur deux points (forage et piézomètre), la périodicité n'est pas mentionnée sur le bon de commande sus-visé. Ainsi, le rapport de la DREAL du 21/10/2024 demandait à l'exploitant au plus dans un délai de 2 mois, procéder aux prélèvements des eaux souterraines aux fins d'analyses, en veillant à respecter les méthodes de références ainsi que les fréquences d'analyses prévues par l'article 4.6.3.3 de l'arrêté préfectoral du 15/05/2024. Il transmettra à Monsieur Le Préfet de Vaucluse les résultats des analyses dès de leur réception.																																
Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025 Par courriel du 22/05/2025, l'exploitant a transmis les analyses des eaux souterraines. Les paramètres analysés et les normes associées respectent les dispositions de l'article 4.6.3.3 l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/05/2024. Ces premiers résultats ne font pas apparaître de marquage des eaux de la nappe.																																
Type de suites proposées : Sans suite																																

N° 14 : surveillance périodique des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, articles 6.2.2 et 6.2.5/Annexe 6 Arrêté préfectoral du 15/05/2024
Thème-s : Risques chroniques, surveillance périodique des niveaux sonores
Prescription contrôlée : article 6.2.2 : Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan en annexe 6 du présent arrêté. Un point de mesure supplémentaire est ajouté au sein du quartier de la Milière en concertation avec les riverains. article 6.2.5 : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée. Une première mesure est effectuée dans les trois mois suivants la mise en service de l'installation, puis selon une fréquence annuelle. [...]
Constats de la visite du 23/09/2024 La visite du 23/09/2024 a permis de constater que l'exploitant n'a pas procédé à la réalisation d'une mesure d'émissions sonores au droit du site. Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a produit un bon de commande N° 4 500 614 627 avec la société « PRONOTEC » afin de procéder à cette réalisation d'ici le 30/10/2024. Ainsi, le rapport DREAL du 21/10/2024 demandait à l'exploitant que les mesures d'émissions sonores doivent être réalisées en période représentative de l'activité du site. L'exploitant transmettra à Monsieur Le Préfet de Vaucluse le rapport relatif aux mesures d'émissions sonores établi par la société PRONOTEC au plus tard d'ici le 15/11/2024. Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025 Par courriel du 22/05/2025, l'exploitant a fait parvenir le rapport d'émissions sonores. Les mesures ont été réalisées par un bureau d'études spécialisé le 07/02/2025. Les mesures ont été effectuées sur un intervalle de mesurage de 30 minutes. Les mesures ont été réalisées uniquement en période diurne. Le jour de la mesure, l'activité de la carrière était la suivante : <ol style="list-style-type: none">1. <i>Groupe mobile de criblage</i>2. <i>Chargeur alimentation installation</i>3. 1 pelle + 2 tombereaux à l'extraction La localisation des points de mesures est la suivante : Point M1 : Limite à l'Est du site. Point M2 : Émergence au chemin des combes Point M3 : Émergence chez un riverain Point M4 : Limite et émergence chez un riverain Point M5 : Émergence au chemin de Montmou Les points M1, M2 et M4 correspondent aux points définis à l'annexe 6 de l'arrêté du 15/05/2025, cependant les points M3 et M5 ne correspondent pas au plan de l'annexe 6 de l'arrêté préfectoral du 15/05/2025. Par ailleurs, le point de mesure supplémentaire au sein du quartier de la Milière n'a pas été intégré à la campagne du 07/02/2025. Les mesures d'émergences ainsi que les niveaux sonores en limite de propriété respectent les valeurs admissibles prises en références. Les résultats des mesures pour l'émergence et en limite de

site sont présentés en annexe du présent rapport.
Demande formuler à l'exploitant à l'issue du constat : L'exploitant procédera à une nouvelle étude d'émissions sonores en respectant les points de mesures de l'annexe 6 de l'arrêté préfectoral du 15/05/2024. Il communiquera à Monsieur le Préfet de Vaucluse et à l'inspection des installations classées le rapport réalisé par le bureau d'étude.
Type de suites proposées : avec suite
Propositions de suites : demande d'action corrective
Propositions de délai : 2 mois

N° 15 : Provenance des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 5.1.1
Thème-s : Risques chroniques, Provenance des déchets inertes
Prescription contrôlée : La plate-forme prévue pour le stockage déchets inertes et terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière est située à l'entrée du site, telle que mentionnée sur le plan annexé joint au dossier de demande d'autorisation susvisé. Seuls les déchets listes à l'annexe I de l'AM du 12 décembre 2014 sont autorisés.
Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025 Le registre consulté en séance et par sondage (mois de mai 2025) a permis de constater que le site accueille des déchets inertes prévus par l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12/12/2014. Par courriel du 13/06/2025, l'exploitant a transmis le registre comprenant le mois d'avril et mai 2025. Les codes déchets issus du registre pour le mois d'avril 2025 sont : 170101(béton), 170504 (terre et cailloux), 170307 (mélange de béton, brique, tuile et céramique), 170302 (mélange bitumeux autre que ceux visés à la rubrique 170301). Les codes déchets issus du registre pour le mois de mai 2025 sont : 170504 ; 170101 ; 170503.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème-s : Risques chroniques, déclaration annuelle
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en

<p>milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;</p> <p>-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;</p> <p>-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article....</p> <p>V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.</p>
<p>Constats de la visite du 20/05/2025</p> <p>L'exploitant a procédé à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets pour l'année 2021, 2022, 2023 et 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

**Annexe au rapport de la
visite d'inspection du 20 mai 2025 – Carrière Calcaires Régionaux sise Mornas
Planche de photographies**

Photos n°1 – aire de ravitaillement



Photo n°2 – présence d'une rampe d'aspersion



Photos n°3 – plan général du site



Photos n°4 – 3^e bassin en travaux avec vannes martellière



Photos n°4 – clôture distendue (chemin rural)



Photos n° 5 – clôture distendue (chemin rural)



Photo N° 6 résultats de l'émergence								
Point de Mesure	Période	Heures	Leq dBA	L50 dBA	Marche Installation (M/A)	Émergence	Seuil réglementaire	Conformité
M2	Diurne	13h30	45,8	44,5	M	1,1	5	Conforme
		12h59	44,7	43,3	A			
M3	Diurne	13h30	52,6	51,9	M	1,9	5	Conforme
		12h48	50,7	50,4	A			
M4	Diurne	11h32	44,2	43,1	M	0,3	6	Conforme
		12h00	43,9	43,3	A			
M5	Diurne	11h37	48,4	47,5	M	0	5	Conforme
		12h00	50,4	49,5	A			

Photo N° 7 résultats en limite de site						
Point de mesure	Période	Heure	Leq dBA	Marche Installation (M/A)	Seuil réglementaire à ne pas dépasser (dBA)	Conformité
M1	Diurne	9h25	51,1	M	70 dBA	Conforme